

Webinaire organisé par le Collectif Haïti de France et la Coordination Europe Haïti
« Quelle aide internationale serait utile à Haïti dans le contexte actuel ? »

Plan de l'exposé

- I- Grille d'analyse de l'aide ou de la coopération internationale
 - 1.1- Les tenants et aboutissants de la coopération internationale / la solidarité internationale
 - 1.2- L'évolution de la coopération internationale de 1945 à nos jours.
- II- L'évolution de l'aide internationale dans le contexte national au cours des 30 dernières années
 - 2.1- Du mouvement populaire et démocratique de 1986 au séisme dévastateur de janvier 2010
 - 2.2- Du scandale de la gestion de l'aide post-séisme à l'assassinat du président Moïse 2010-2021
- III- Quelle aide, ou plutôt, quelle solidarité internationale serait utile à Haïti dans le contexte actuel ?

I- Grille d'analyse de l'aide ou de la coopération internationale

1.1- Les tenants et aboutissants de la coopération internationale / la solidarité internationale

L'aide internationale est apparue avec la création des Nations Unies en 1945, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte où la concurrence entre les puissances impériales prend une autre forme, où le monde capitaliste est confronté à un défi qu'il ne connaissait pas avant le bloc du «socialisme réellement existant». La coopération internationale va se structurer avec le développement des agences des Nations Unies : OMS, FAO, PNUD, UNICEF, etc. et le développement des agences internationales de financement telles que FMI, BM, BID, etc. Elle a commencé à se répandre dans le monde entier avec la décolonisation (1950-années 60).

Depuis sa création, il y a une grande hypocrisie dans l'aide internationale. En général, l'objectif déclaré de la coopération internationale est :

- D'aider les pays dits du tiers monde à dépasser le sous-développement ;
- De fournir une assistance humanitaire en cas de catastrophes naturelles ou d'origine humaine causées par de graves conflits internes ou externes ;
- De renforcer et de consolider la paix mondiale ;
- De renforcer la démocratie et les droits de l'homme dans les pays du tiers monde.

Mais très souvent, le vrai but de l'aide internationale, c'est :

- De permettre aux puissances impériales d'obtenir à leurs propres conditions les ressources naturelles et les matières premières des pays du tiers monde ;
- De leur permettre de trouver des débouchés pour leurs produits manufacturés et leurs technologies ;
- D'empêcher l'expansion d'autres puissances concurrentes ;
- D'assurer l'hégémonie politique, militaire, économique et culturelle des puissances impérialistes.

Dans cette démarche derrière, la volonté exprimée au Nord, dans les 2 blocs Ouest et Est, d'aider les pays du tiers-monde à se développer sur le plan économique et social, se cachaient deux objectifs importants de politique internationale : la création d'alliés politiques dans un monde bipolaire et l'ouverture de débouchés commerciaux.

Au début des années 1960, parallèlement à cette conception d'aide au développement mise en œuvre par les grandes agences bilatérales et multilatérales, des ONG et d'autres acteurs de la société civile en Amérique du Nord et en Europe ainsi que le Groupe 77 des non-alignés au sein des Nations Unies, promouvaient d'autres approches de coopération internationale qui prenaient en compte les inégalités entre pays, ou entre des pays et des entités d'autres pays, et prônaient la solidarité internationale et une redistribution plus équitable des ressources et des richesses dans le cadre d'un nouvel ordre économique mondial.

1.2- L'évolution de la coopération internationale de 1945 à nos jours.

L'aide ou la coopération internationale prend souvent deux formes, subventions ou prêts, mais les agences de coopération fixent toujours un ensemble de conditions avant de l'octroyer. En général, l'aide internationale a connu 4 périodes depuis son apparition :

- La période du monde bipolaire de la guerre froide entre le bloc Ouest et le bloc soviétique – 1945-1990. La coopération internationale était surtout le fait des agences de l'ONU et passait essentiellement par l'État dans les pays du tiers monde. L'aide bilatérale et multilatérale au développement mettait l'accent sur les infrastructures, le développement régional et la mise en place des services essentiels. Elle s'est concentrée sur des programmes à moyen et long terme. D'un autre côté, les associations citoyennes, les ONG et les collectivités territoriales du Nord, promotrices de la solidarité internationale, avaient encore les moyens de leur politique et inscrivaient leurs actions dans le Sud. Leurs interventions se réalisaient à travers des églises, des ONG locales ou d'autres acteurs de la société civile.
- La période du monde unipolaire et la mise en place du consensus de Washington – 1991-2000. Avec l'imposition systématique des politiques néolibérales, l'aide internationale repose davantage sur des accords entre les pays du G7 et les agences de financement internationales telles que le FMI- BM- BID- OMC, etc. Elle met l'accent sur la privatisation des entreprises publiques, la libéralisation des échanges et des finances des pays bénéficiaires ; le soutien au développement des services sociaux n'est plus de mise. La coopération recherche l'aval des États des pays du tiers monde pour agir dans ces pays mais elle ne passe pas nécessairement par les institutions étatiques comme auparavant. Ses principaux partenaires dans ces pays sont le secteur privé, les ONG et d'autres entités de la société civile. Il s'agit davantage de projets de court terme et de moyen terme que de programmes à long terme et dans ce dernier cas, ce sont surtout des programmes d'ajustement structurel et de lutte contre la pauvreté. Bon nombre d'ONG d'Europe ou d'Amérique du Nord, par manque de financement propre, ont abandonné leur démarche de solidarité internationale pour devenir des exécutants des politiques d'aide au développement de leur gouvernement ou des agences multilatérales.
- La période de la menace du réchauffement climatique et de la crise financière internationale – 2001-2010. Sur fond d'une coopération internationale toujours axée sur les politiques néolibérales, les acteurs étatiques majeurs adoptent grossièrement deux approches en partie opposées : le Consensus de Washington, qui insiste sur le libre-échange et le Consensus de Pékin qui insiste sur la dotation en infrastructures – de transports et techniques – et prône la non-ingérence. Toutefois, dans les pays du tiers monde qui n'ont pas su renforcer leur État et ses relations avec la société, la coopération internationale a développé une stratégie de choc fondée sur la prédation, ce qui signifie que les produits et

services que des multinationales et des grandes ONG fournissent ont souvent une valeur inférieure aux sommes d'argent recueillies pour intervenir dans des contextes de crise et de catastrophes. Et c'est une occasion pour les puissances impériales d'imposer leurs dictats à ces pays. Par ailleurs, les acteurs du courant de solidarité internationale se réorganisent ; des préoccupations émergentes pour les générations futures, les biens publics mondiaux, les services écosystémiques, l'annulation de la dette des pays du tiers monde, prennent de l'importance mais peinent à être intégrées de manière large et cohérente.

- La période d'émergence du monde multipolaire, de la pandémie de Covid 19 et de la guerre Russie-Ukraine – 2011-2022. Les grands États dominent des aires régionales, les pays se regroupent en organisations régionales. Les États-Unis doivent composer avec les pays émergents¹. C'est dans ce contexte que l'autisme néo-libéral, critiqué notamment en raison de ses politiques dévastatrices de privatisation des systèmes de santé publique, va se révéler absurde. Les avertissements concernant l'attaque imminente d'un nouveau coronavirus ont été ignorés. Et lorsque " la pandémie des pandémies" est arrivée en Asie, puis en Europe et Amérique du Nord, les gouvernements n'avaient pris aucune précaution, ni adopté de mesures d'action. La crise économique mondiale liée à la pandémie est sans précédent et sera peut-être plus profonde et plus longue que celle de 1929. Elle dépasse également en gravité la crise financière de 2008. L'échec de la direction des États-Unis et des agences internationales qui leur sont liées relance des rivalités féroces. L'Union européenne s'en est également mal sortie. La Chine et la Russie, en revanche, ont consolidé leur rôle international en apportant leur aide à de nombreux pays. Dans beaucoup de régions du monde, une forme de guerre politique et économique hybride semble se substituer à la coopération internationale. Les Anglo-saxons² font cercle avec leurs wagons. Les BRICS sont sur le point de devenir inutiles. L'alliance russo-chinoise est, à elle seule, aussi puissante que l'Occident dans son ensemble. L'Organisation de Coopération de Shangaï est en train de se transformer rapidement en une puissance économique. L'influence de l'UE diminue lentement. Tout cela a créé les conditions pour la guerre réelle entre l'OTAN et la Russie sur le territoire Ukrainien.

II- L'évolution de l'aide internationale dans le contexte national au cours des 30 dernières années

À cause du rôle de pourvoyeur de main d'œuvre bon marché que la puissance dominante de la région a assigné à Haïti dans la division du travail en Amérique dès le début du XX^e siècle, et du caractère rétrograde des pouvoirs autoritaires de 1941-1956, plus particulièrement celui de la dictature tyrannique des Duvalier de 1957-1986, Haïti a été l'un des pays de la région des Caraïbes et d'Amérique latine qui n'a pas su profiter du système de Bretton Woods et de l'aide internationale de 1945 à 1981 pour réformer son appareil étatique et améliorer les conditions de vie de la population.

En effet, le système de l'aide internationale se déploie à une période au cours de laquelle l'État et la société haïtienne tentent d'émerger de leur mise en coupe réglée, conséquence de l'occupation américaine de 1915-34. De fait, Haïti est un des rares pays à aborder la période sans de solides structures étatiques et sans un projet national formulé. Le réseau de la coopération internationale s'étend surtout sur les pays récemment décolonisés, avec les objectifs déclarés et les visées réelles que l'on sait. À la même époque, Haïti s'enfonce dans trois décennies de recul et rate une fois de plus le train de la modernisation de l'État.

¹ Pays émergents : Chine, Inde, Brésil, Russie, Afrique du Sud

² Les Anglo-saxons : États-Unis, Canada, Angleterre et Australie

2.1- Du mouvement populaire et démocratique de 1986 au séisme dévastateur de janvier 2010

Le renversement de la dictature des Duvalier s'est produit concomitamment au développement des manifestations de la crise nationale multidimensionnelle du pays. Or, une connexion directe se produit entre les intérêts de l'oligarchie duvaliériste et les « nouvelles » visées de la coopération internationale à la fin du monde bipolaire avec le développement du néolibéralisme destructeur d'État.

Ainsi, la répression systématique du mouvement social combiné à l'imposition de politiques d'ajustement par la libéralisation commerciale et financière ont permis à certaines grandes familles de l'oligarchie haïtienne et à des compagnies étrangères d'être les seuls gagnants au détriment de la consolidation de l'État et de la prise en compte des problèmes structurels du pays.

La concentration des richesses du pays dans les mains d'une minorité en situation de monopole commercial et financier, où 3% des possédants contrôlent 80% de l'économie nationale, met à mal le processus de transition vers un État régulateur et encourage la corruption ainsi que la fuite de capitaux. À partir de 1994 et jusqu'en 2010, les gouvernements populistes qui se sont succédé pour se maintenir au pouvoir s'arc-boutent à la mise sous tutelle du pays. Pire, ils utilisent des groupes armés dans les quartiers populaires pour réprimer l'opposition politique et assurer le renouvellement de leur pouvoir. Les familles de l'oligarchie et des multinationales opérant en Haïti s'appuient sur ces gouvernements populistes pour affermir leur capture de l'État. Dans ce cadre et en syntonie avec les recettes néolibérales, les oligarques et ces firmes étrangères seront les principaux bénéficiaires de la privatisation des entreprises publiques de télécommunication, de cimenterie, de minoterie, des ports et de l'énergie électrique.

2.2- Du scandale de la gestion de l'aide post-séisme à l'assassinat du président Moïse 2010-2021

Le coup de grâce est donné lors du séisme de 2010 avec le mode de gestion post-catastrophe adopté par les grandes agences et leurs financeurs. Le tremblement de terre a frappé Haïti particulièrement Port-au-Prince, le centre de son pouvoir politique et économique. Les dégâts en termes de morts, de blessés et de dommages matériels, politiques et économiques sont immenses. Immédiatement après le tremblement de terre, la grande mobilisation sociale dans le pays et la solidarité mondiale avec Haïti sont tuées dans l'œuf par l'action du gouvernement et l'établissement de la tutelle du Core Group³.

Le gouvernement et les agences de coopération disent avoir obtenu 10 milliards de dollars US, y compris les fonds Petro-caribe, pour les phases d'urgence, de relèvement et de reconstruction post-séisme. Les fonds de l'urgence humanitaire et du relèvement sont gérés par la CIRH⁴ sous la direction de l'ancien Président américain Bill Clinton. L'exécution des programmes humanitaires et de relèvement est un vrai gâchis. C'est un véritable capitalisme du désastre qui a été mis en œuvre en Haïti. Dans la foulée, la tutelle du Core Group, allié à l'oligarchie locale, impose des élections fabriquées pour faciliter l'accession au pouvoir d'une équipe politique d'aventuriers liée à l'économie criminelle.

³ Le Core Group est composé des Ambassadeurs des États-Unis d'Amérique, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Union Européenne, de l'Espagne, du Brésil, de l'Argentine et de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies.

⁴ CIRH : Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti

Pendant les deux gouvernements du groupement politique PHTK⁵, les fonds Pétro-caribe qui auraient dû servir à la reconstruction du pays ont été au contraire dilapidés dans des actions de visibilité. L'affaiblissement de l'État s'accroît et les gangs armés, mis hors d'état de nuire de 2005 à 2010, sont réactivés et tolérés par les autorités. Pour la première fois dans l'histoire récente du pays, des oligarques, à travers des responsables qui leur sont fidèles, prennent le contrôle direct de certaines institutions de l'État : Douane, DGI⁶, APN⁷, ONA⁸, etc.

Depuis l'assassinat du Bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, la violence des gangs armés s'est amplifiée. Ils ont une présence active dans la région métropolitaine et dans certaines grandes villes du pays et les cas de kidnapping contre rançon se multiplient. Malgré l'appui apporté au pouvoir en place par le Core Group, la gouvernance politique du pays reste très fragile et préoccupante car, depuis 2016, il n'y a pas eu d'élections. Avec l'assassinat du Président Moïse dans des circonstances étranges, le pays s'enfonce dans un vide constitutionnel et une crise de gouvernabilité sans précédent.

Toute cette évolution se produit au moment où les nouvelles contraintes internationales économiques et écologiques commandent le regroupement d'États et de régions dans le cadre de la configuration multipolaire des relations internationales. Sans État, sans réseau solide de solidarités citoyennes, Haïti entre dans cette nouvelle phase avec des handicaps aggravés. Pour damer le pion à l'initiative d'un ensemble d'acteurs de la société civile, du secteur politique et du secteur populaire dans leur recherche d'une solution haïtienne à la crise, le Core Group, de concert avec des oligarques et des dirigeants du groupement politique PHTK, a installé l'actuel gouvernement de fait. La crise s'envenime et le gouvernement, après plus de 10 mois, se révèle incapable de rétablir la sécurité ni de freiner l'effondrement politique, économique et social.

III- Quelle aide ou plutôt quelle solidarité internationale serait utile à Haïti dans le contexte actuel ?

Le pays a besoin d'une aide internationale spécifique à sa situation de crise multidimensionnelle et d'une grande solidarité internationale pour appuyer les principaux acteurs nationaux dans la reprise en main de la destinée d'Haïti. Mais des préalables incontournables s'imposent :

- L'installation d'un gouvernement de transition responsable ;
- Le ralliement de la fraction des élites restée attachée au pays et à son avenir ;
- Le développement d'un mouvement social uni capable de mobiliser la population autour d'un projet de société progressiste et démocratique.

Poser le problème de cette façon ne renvoie pas aux calendres grecques la question de la nature et du type d'aide qui serait utile à Haïti dans le contexte actuel car, dans le cas concret d'Haïti, la démarche pour pouvoir répondre à cette question a un lien dialectique avec les éléments de réponse.

Dans le contexte de mutation du système-monde, les préoccupations des puissances impériales et des classes dominantes locales qui ont conduit le pays dans cet effondrement sont ailleurs et elles laisseront le pays et la nation cuire dans leur jus. Or, Haïti a besoin de son autonomie, de sa souveraineté, du commerce équitable pour se relever.

⁵ PHTK : Parti haïtien Tèt Kale

⁶ DGI : Direction Générale des Impôts

⁷ APN : Autorité Portuaire Nationale

⁸ ONA : Office National d'Assurance-Vieillesse

Le premier appui dont Haïti a besoin de la part de la communauté internationale c'est la non-ingérence dans ses affaires. Ceci passe aujourd'hui par la suppression du Core Group et la neutralisation de ses alliés locaux et étrangers qui empêchent la définition du consensus politique à même de produire un gouvernement de transition à la hauteur des défis et priorités du pays. Ceci requiert une grande mobilisation des acteurs porteurs d'accords politiques en lien avec la transition mais également une solidarité de peuples dans les principaux pays du Core group pour porter leurs États à lâcher prise dans leur domination d'Haïti.

Le deuxième appui nécessaire et utile au pays est de respecter la liberté des Haïtiens et Haïtiennes de formuler leur vision dans la définition et mise en œuvre du programme et de la feuille de route du gouvernement de transition. Cette démarche dépend de la capacité de l'équipe de transition de mobiliser la fraction progressiste des élites haïtiennes économiques, politiques et intellectuelles vivant au pays ou à l'étranger pour qu'elle se mette au service de l'État dans ce moment crucial. Mais il s'agit aussi de l'habileté du gouvernement de consensus à négocier, sur un pied d'égalité avec la communauté internationale, une assistance technique et financière sans l'imposition de conditionnalités liées exclusivement aux intérêts de celle-ci.

Port-au-Prince, 8 juin 2022
Ernst Mathurin